



HAL
open science

Naissance d'une nation à Taiwan? [Essor de l'identité nationale taiwanaise et nouvel échec du Kuomintang à l'élection présidentielle]

Frank Muyard

► **To cite this version:**

Frank Muyard. Naissance d'une nation à Taiwan? [Essor de l'identité nationale taiwanaise et nouvel échec du Kuomintang à l'élection présidentielle]. Perspectives chinoises, 2004, 82, pp.33-48. 10.3406/perch.2004.3188 . halshs-02515684

HAL Id: halshs-02515684

<https://shs.hal.science/halshs-02515684>

Submitted on 23 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Naissance d'une nation à Taiwan ? [Essor de l'identité nationale taiwanaise et nouvel échec du Kuomintang à l'élection présidentielle]

Essor de l'identité nationale taiwanaise et nouvel échec du Kuomintang à l'élection présidentielle

Frank Muyard

Citer ce document / Cite this document :

Muyard Frank. Naissance d'une nation à Taiwan ? [Essor de l'identité nationale taiwanaise et nouvel échec du Kuomintang à l'élection présidentielle]. In: Perspectives chinoises, n°82, 2004. pp. 33-48;

doi : <https://doi.org/10.3406/perch.2004.3188>

https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2004_num_82_1_3188

Fichier pdf généré le 24/04/2018

Naissance d'une nation à Taiwan ?

Essor de l'identité nationale taiwanaise et nouvel échec du Kuomintang à l'élection présidentielle

Frank Muyard

LE 20 MARS 2004, le Président Chen Shui-bian et sa colistière Lü Hsiu-lien, candidats du Parti démocrate progressiste (*Minjindang*, PDP) ont été réélus à la présidence de la République de Chine face à Lien Chan, président du Parti Nationaliste chinois ou Kuomintang (KMT) et son colistier, Soong Chu-yu, président du Parti du peuple (*Qinmindang*, People First Party en anglais, PFP). La marge de la victoire fut des plus étroites, à peine plus de 29 500 voix d'écart, soit 0,22 % des votants. Cette faible différence et la tentative d'attentat contre le Président et la Vice-Présidente le jour précédant le scrutin, aux motivations encore inconnues, ont nourri un sentiment d'incrédulité de la part de perdants jusque-là convaincus d'une inéluctable victoire. Depuis, le refus de Lien et de Soong de reconnaître les résultats du vote, leur décision de contester en justice sa validité, et la série de manifestations et de protestations publiques qu'ils ont organisées ont eu tendance à masquer le sens de la victoire de Chen, mais aussi les éléments qui ont amené à la défaite de l'opposition. Le recompte des bulletins, souhaité par toutes les parties, a été retardé jusqu'à la mi-mai en raison de la voie judiciaire choisie par le Kuomintang et de la série d'arguties techniques qu'il a soulevées. La victoire de Chen, officiellement proclamée le 26 avril par la Commission électorale centrale (CEC), ne devrait pourtant pas être remise en cause. L'ensemble des observateurs indépendants comme la plupart des dirigeants politiques, y compris du Kuomintang, ont souligné la qualité et la transparen-

ce de l'organisation du scrutin qui laissent peu de place aux erreurs et encore moins à la fraude⁽¹⁾. On peut donc considérer la réélection de Chen Shui-bian qui, le 20 mai, a prononcé son discours inaugural, comme acquise et tenter d'en interpréter la signification.

Deux facteurs essentiels apparaissent à l'origine de cette victoire : un essor marqué de la conscience nationale taiwanaise et un programme politique progressiste de réformes institutionnelles et constitutionnelles. « Vote sur la Chine »⁽²⁾, cette élection fut aussi un « vote sur Taiwan » et un « vote sur les réformes », c'est-à-dire sur le type d'Etat et de société souhaité par une population moins dépendante qu'initiatrice des évolutions de la sphère politique. Les programmes des deux camps ont présenté aux électeurs des philosophies politiques nettement opposées. Du côté du PDP : une politique de réforme qui éloigne toujours davantage la société taiwanaise du modèle et des pratiques passées du régime du Kuomintang, et qui offre la possibilité d'une nouvelle construction nationale et individuelle fondée sur l'histoire et la culture locales et l'expression démocratique des sentiments identitaires et nationaux des individus. Du côté du KMT et de son allié le PFP : le retour au modèle éprouvé de la gestion politique et économique de l'Etat et de la société par l'appareil du Kuomintang et la compétence de ses experts au nom du bien-être économique et de la stabilité sociale, associé au maintien d'une idéologie nationaliste chinoise et d'une vision technocratique plus que démocratique des relations entre le gouvernement et ses administrés. Si l'élection présidentielle a bien porté sur la « Chine », ce vote incluait donc aussi un choix de politique intérieure

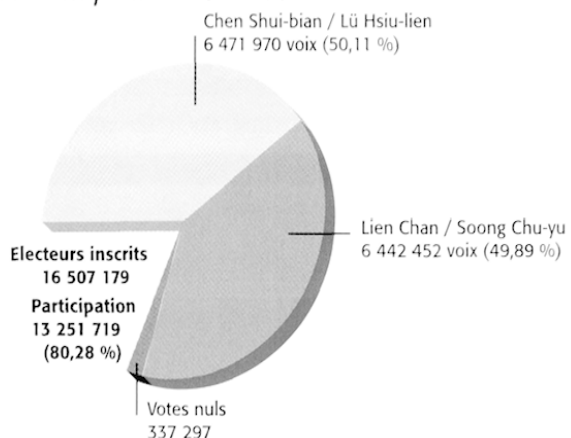
creative commons



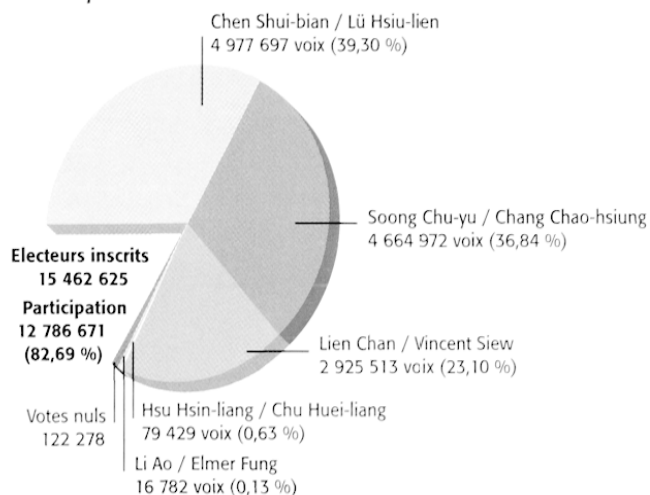
Persée

1 ► L'essor du Parti démocrate progressiste

Election présidentielle 2004



Election présidentielle 2000



Sources : Commission électorale centrale (CEC), Taiwan, et *Lianhe xinwen wang*, Taiwan.

entre, d'un côté, la poursuite d'une expérience politique et de réformes axées sur la « communauté de population » taiwanaise et un avenir national à construire, et, de l'autre, une reprise des recettes politiques et nationales apportées par le Kuomintang et les réfugiés continentaux de la guerre civile chinoise après 1945. Pour bien le comprendre et mieux saisir la virulence de la réaction des perdants de l'élection dans les semaines qui ont suivi le scrutin, il faut revenir sur le déroulement d'une campagne électorale dont la dynamique a permis la réélection d'un Président donné largement battu un an auparavant.

Les forces en présence

Ouverte officiellement 30 jours avant le scrutin, la campagne électorale a en réalité débuté en février 2003, soit plus d'un an avant l'élection, avec la décision du KMT et du PFP de faire candidature commune et de présenter

les deux perdants de l'élection de 2000, Lien Chan et Soong Chu-yu, comme candidats à la présidence et à la vice-présidence. Cette décision difficile, en raison de l'inimitié entre les deux candidats, entraîna plusieurs conséquences. D'abord la constitution d'une alliance électorale et d'un programme commun, dont la mise au point prit l'essentiel de la première moitié de 2003. Ensuite, la réunion derrière la candidature commune de toutes les forces conservatrices et défendant une idéologie « nationaliste chinoise », aux dépens du courant « pro-localisation », c'est-à-dire pro-taiwanisation, du KMT. Enfin, le sentiment d'une victoire assurée aux présidentielles, sur la base de l'addition des résultats de Lien et de Soong de 2000³³, ainsi que des sondages donnant, au printemps 2003, plus de 60 % des intentions de vote à la candidature commune. L'élection présidentielle n'a donc pas seulement opposé le KMT au PDP, mais ce qui a été appelé l'Alliance (*guoqin lianmeng*) ou le camp « pan-bleu » (*fanlan*, le bleu étant la couleur traditionnelle du KMT), au camp dit « pan-vert » (*fanlü*, le vert étant la couleur du PDP et des mouvements indépendantistes).

L'Alliance représente plus que la simple addition du KMT et du PFP. Elle constitue la réunification conjoncturelle autour de Lien et de Soong de toute la galaxie de courants d'idéologie pan-chinoise issus du KMT, et exclus ou en froid avec la direction du parti sous l'ère Lee Teng-hui en raison de leur opposition à sa politique de taiwanisation de la République de Chine. C'est le cas d'abord du PFP de Soong Chu-yu : celui-ci, issu du KMT, s'était présenté comme candidat indépendant à la présidentielle de 2000 contre Lien Chan, candidat du KMT soutenu par Lee Teng-hui, sur un programme populiste et explicitement pan-chinois et anti-Lee. Ancien gouverneur de la province de Taiwan, charismatique et très populaire, notamment en raison de sa gestion plutôt clientéliste des fonds provinciaux, Soong recueillit plus de 36 % des voix, perdant de seulement 2,5 % en faveur de Chen Shui-bian, et humiliant Lien Chan qui ne rassembla qu'un peu plus de 23 % des électeurs³⁴. Il fonda ensuite le PFP avec des transfuges du KMT, en grande partie des Continentaux représentant la faction la plus « nationaliste chinoise », même s'il prit soin de nommer vice-président du parti son colistier de 2000, Chang Chao-hsiung, un Taiwanais de souche originaire de Kaohsiung.

Egalement inclus dans l'Alliance, le Nouveau Parti (NP) est le premier parti issu d'une scission du KMT en 1993 et le plus idéologiquement associé au principe de la réunification avec la Chine. Pratiquement éliminé du paysage politique par les législatives de 2001, la plupart de ses anciens dirigeants allant s'installer en Chine populaire pour y enseigner ou travailler³⁵, le NP a réus-

si à survivre dans l'ombre du KMT et du PFP, notamment grâce à ses élus au conseil municipal de Taipei et autour du maire KMT de la ville, Ma Ying-jeou¹⁴. Enfin, on trouve dans le camp bleu les anciens candidats à la présidentielle de 1996, eux aussi ex-membres du KMT et anti-Lee, comme Lin Yang-kang, Hau Po-tsun ou Chen Lu-an, et leurs réseaux, parfois très actifs, dans les cercles militaires et les milieux d'affaires en relation avec la Chine.

Le camp vert se compose, outre du PDP, de l'Alliance pour l'union de Taiwan (*Taiwan tuan jie lianmeng*, Taiwan Solidarity Union, TSU). Ce parti politique, fondé à l'occasion des élections législatives de 2001, est issu d'une nouvelle scission du Kuomintang causée cette fois par des membres de la faction « pro-localisation » à l'appel de l'ancien Président Lee Teng-hui, déçu par le virage pro-Chine du KMT sous la direction de Lien Chan après la défaite de 2000. Avec Lee comme père spirituel, la TSU défend un programme plus radical que le PDP, axé sur une indépendance rapide, la reconnaissance internationale du nom de Taiwan et le refus de tout lien politique ou idéologique avec la Chine. La TSU milite également pour la défense des intérêts des classes moyennes inférieures taiwanaises (agriculteurs, pêcheurs, ouvriers, artisans, etc.) dans le contexte de l'accélération des délocalisations industrielles vers la Chine et de l'ouverture aux importations des produits bon marché chinois suite à l'adhésion de l'île à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'alliance KMT-PFP a pour but d'éviter la division fratricide qui permit l'élection de Chen en 2000, et d'asseoir la légitimité de son retour au pouvoir, par contraste avec celle, amoindrie, d'un Président élu avec moins de 50 % des voix, comme ce fut le cas pour Chen. Pour celui-ci et le PDP, qui n'ont jamais dépassé les 40 % de votes dans une élection nationale, la réélection en est aussi rendue encore plus difficile. Sur la base des résultats de 2000, le camp bleu débute donc l'année 2003 en position de force, même si, en raison du passage de Lee Teng-hui dans le camp vert, les votes rassemblés par Lien Chan en 2000 ne lui sont peut-être pas entièrement acquis. L'objectif des deux camps sera alors, tout en consolidant leurs bases électorales respectives (environ 40 % des voix chacun), de convaincre le 20 % d'électeurs du centre, souvent peu politisés, de voter pour eux.

Si le cadre général de la campagne est posé dès le printemps 2003, ce n'est toutefois qu'à la fin de l'été que le débat politique s'anime vraiment. Auparavant, une longue pré-campagne donne l'opportunité aux deux camps de tester leurs programmes. La campagne monte progressivement en intensité avec le lancement des principaux thèmes électoraux, puis démarre véritablement avec le voyage du Président Chen Shui-bian aux

Etats-Unis début novembre. On fera le point de la situation des deux camps à la veille de ce voyage, avant d'aborder les thèmes et la dynamique de la campagne.

Stratégie initiale du camp bleu

A la mi-août 2003, une élection régionale partielle à Hualien offre aux deux camps l'occasion d'éprouver leurs forces et prend l'allure d'une répétition générale. Malgré la situation politique locale atypique, la victoire éclatante du candidat pan-bleu paraît, aux yeux du KMT et du PFP, tester avec succès leur alliance et valider leur programme de campagne. Dès lors, programme et stratégie pour l'élection présidentielle sont définitivement établis et vont s'axer sur une critique radicale du gouvernement PDP dans tous les domaines (économie, relations avec la Chine, politiques sociale et administrative, etc.). Cette critique se fonde sur deux points. D'abord sur la crise économique qui frappe Taiwan à partir de 2001 à la suite de la récession américaine et internationale, et sur le sentiment assez généralisé que le gouvernement Chen n'a pas fait assez pour améliorer la situation. Ensuite, sur la stigmatisation de l'incompétence de l'administration Chen et de ses positions provocatrices envers la Chine qui génèrent instabilité économique et politique.

Le tableau dressé par l'Alliance des quatre ans de pouvoir de Chen est celui d'un d'appauvrissement économique, d'une misère sociale et humaine, et d'un aventurisme politique, associés à une attitude de négligence des procédures administratives établies confinant au révolutionnaire dans les domaines institutionnels et constitutionnels. Par contraste, la compétence, l'expérience, les qualités administratives prouvées par le passé et le souci de stabilité politique et économique du Kuomintang et de ses alliés doivent assurer la prospérité et la sécurité de Taiwan. Le programme pan-bleu propose donc de revenir à l'ère de gloire du KMT et de Taiwan – les années d'enrichissement et d'industrialisation rapide des décennies 1970-80 – par le simple retour au pouvoir de l'ancienne équipe. En toute logique, la campagne de l'Alliance débuta par la glorification de l'ancien Président Chiang Ching-kuo, fils de Chiang Kai-shek, promu nouveau père du Taiwan riche et moderne.

Si la force de cette stratégie est de profiter des erreurs du gouvernement et de l'angoisse des Taiwanais face à la crise économique, ainsi que de la perception répandue d'une compétence supérieure des élites du Kuomintang dans les domaines administratifs et économiques, ses faiblesses sont nombreuses et vont vite se faire jour.

D'abord, à ne rien trouver de positif en quatre ans d'administration PDP, le camp bleu se met à dos tous ceux qui ont participé aux réformes de l'Etat et aux poli-

tiques de reprise économique développées en association avec les milieux d'affaires et sociaux. Il raye aussi d'un trait de plume quatre ans de vie qui, malgré une très forte baisse de la croissance et de réelles difficultés sur le marché de l'emploi pendant les années 2001-2002 (le chômage dépasse 5%), ne sont pas apparues comme une descente aux enfers à une majorité de gens. Notamment à la jeune génération dont la liberté d'action et de valeurs n'a jamais été aussi grande, et qui a moins le souvenir de la « bonne gestion » du KMT que des scandales de corruption qui ont terni sa réputation. Or, cette génération représente un million de nouveaux électeurs par rapport à 2000⁽⁷⁾. De plus, le KMT et le PFP constituent la majorité au parlement ; leur opposition systématique aux mesures et aux politiques du gouvernement a semblé à beaucoup être une des causes importantes de l'absence de programme effectif de revitalisation économique. L'appréciation des manquements du gouvernement Chen est ainsi plus mesurée au sein de la population que la campagne pan-bleue le laisse entendre.

Ensuite, la critique des performances économiques d'un gouvernement tend à se retourner contre elle-même aussitôt qu'apparaît une amélioration économique, ce qui se produit justement à partir de l'été 2003 sur les deux fronts de la croissance et de l'emploi. Le choix de blâmer le seul PDP et de refuser de prendre en compte la récession internationale et la dépendance structurelle de Taiwan envers le marché mondial offre ainsi tout le crédit du retour de la croissance au gouvernement.

Enfin, le choix de se référer en priorité au modèle gouvernemental et idéologique des années Chiang Ching-kuo (CCK) implique l'oblitération des années 1990, c'est-à-dire des années Lee Teng-hui. Or, aux yeux de la majorité des Taiwanais, ce n'est pas la période CCK, mais bien plus ces années-là qui sont celles de la démocratisation et de la « localisation », c'est-à-dire de la montée au pouvoir des élites locales taiwanaises et parlant taiwanais aux côtés et à la place des élites venues du Continent après 1949. Ce choix découle logiquement de la composition et de l'orientation de l'Alliance. La restructuration du Kuomintang autour de Lien Chan et d'une ligne idéologique orthodoxe après sa défaite de 2000, ainsi que le rapprochement tactique avec Soong pour les élections, sont basés objectivement sur le rejet de la politique et des années de pouvoir de Lee Teng-hui⁽⁸⁾. Le problème est que cette ligne est en conflit avec une autre partie du discours du KMT qui, d'une part, revendique la paternité de la démocratisation du régime – pourtant imposée de force, sous la pression populaire et du PDP, par Lee Teng-hui à cette même vieille garde qui se réclame de Chiang Ching-kuo – et, d'autre part,

veut mettre en avant son caractère taiwanais et sa politique de localisation, c'est-à-dire, là encore, l'héritage de Lee. Or, si pour Soong et le PFP, le reniement de Lee n'est pas trop dommageable en raison de la guerre de pouvoir qui les opposa à partir du milieu des années 1990, et encore moins pour le Nouveau Parti qui y voit une victoire idéologique, il est nettement plus dangereux pour Lien Chan, Premier ministre (1994-1996) puis Vice-Président (1996-2000) de Lee Teng-hui. Alors que Lee radicalise son soutien à l'indépendance, l'impossibilité de revendiquer de façon crédible aux yeux du public l'héritage des années 1990 nourrira le sentiment que les discours pro-taiwanisation du KMT sont des slogans creux cachant un retour au pouvoir des Continentaux et de l'idéologie d'unification avec la Chine. De même, l'affirmation répétée de l'adhésion démocratique du KMT va s'opposer aux slogans glorifiant les années CCK, mais aussi à l'incapacité de se dissocier de la vieille garde et du passé autoritaire du parti symbolisés par Soong et par la réapparition autour de l'Alliance des conservateurs les plus orthodoxes du vieux KMT et du NP⁽⁹⁾.

La campagne des Bleus consistera alors à attaquer par tous les moyens l'administration et le candidat Chen Shui-bian – aux niveaux politique, économique, mais aussi moral et personnel –, et à mettre en avant la compétence du KMT-PFP pour assurer le bien-être de la population. Mais les contradictions fondamentales de leur discours les mettront en péril dès que le débat électoral glissera de la critique des politiques du gouvernement Chen aux questions identitaires et de changements constitutionnels.

Stratégie initiale du camp vert

À l'orée de la campagne électorale, le PDP et Chen savent que la situation politique et économique ne leur est pas favorable. L'alliance entre Lien et Soong oblige Chen à passer la barre des 50 % des voix pour se faire réélire, soit 10 % de plus qu'en 2000. La stratégie des Verts est simple : faire oublier les erreurs et l'inexpérience de l'administration en jouant sur les forces naturelles du camp vert (démocratie, identité taiwanaise, capacité d'écoute de la population), promouvoir la poursuite des réformes commencées lors du premier mandat, et discréditer les candidats et le discours du camp bleu en les rattachant au passé dictatorial, anti-Taiwan et corrompu du vieux Kuomintang. Cela prend la forme d'une campagne nationale proposant sans discontinuer idées nouvelles et attaques du camp bleu, et d'une multitude de micro-campagnes locales destinées à rassembler tous les votes possibles. La « mission impossible » d'accroître de 10 % le nombre de voix vertes va se traduire en objectifs chiffrés de votes à obtenir pour chaque comté, ville, bourg, village, district à travers le

Illustration non autorisée à la diffusion

Chen Shui-bian et Lü Hsiu-lien lors de la cérémonie d'investiture le 20 mai

c. AFP

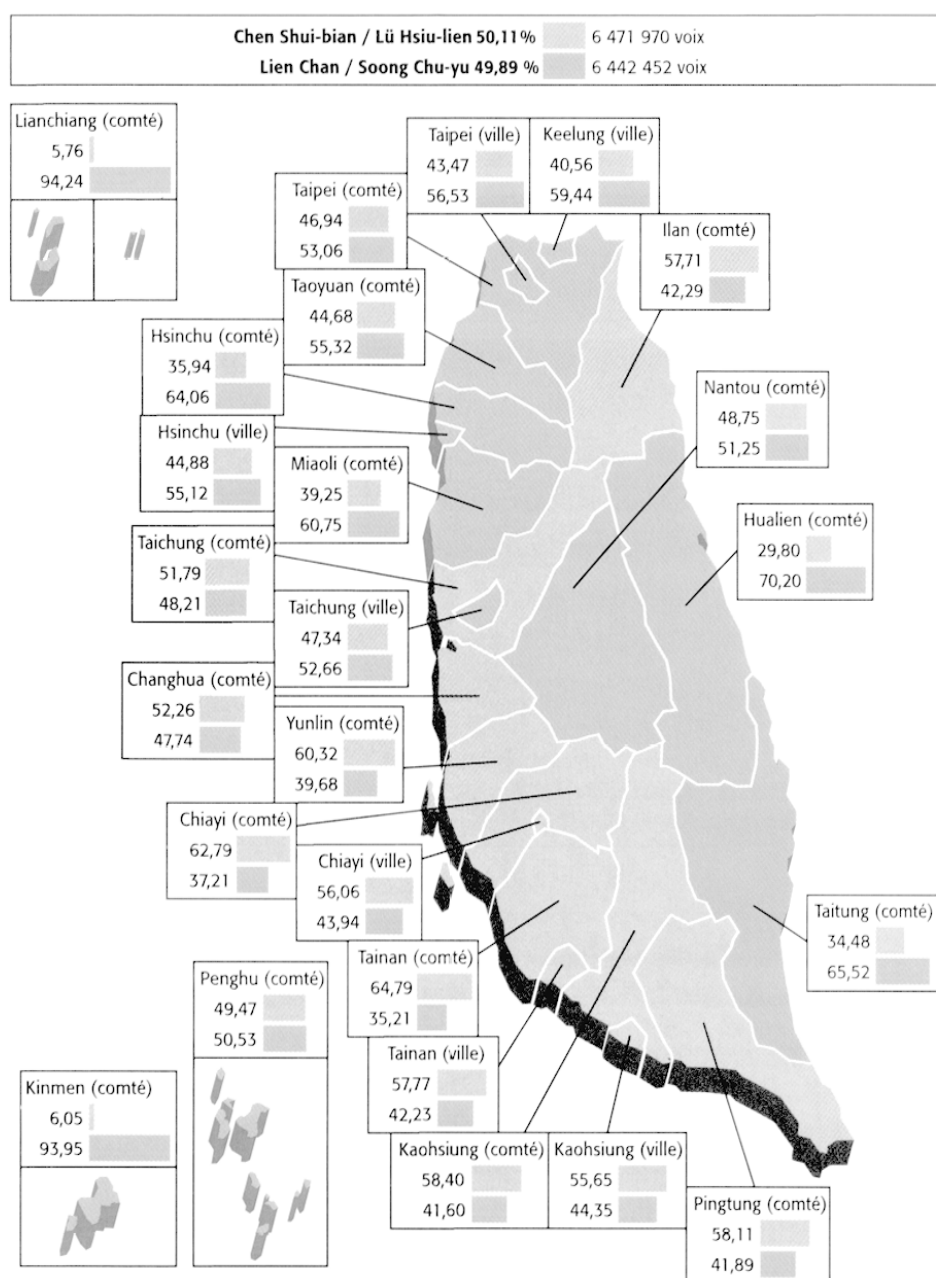
pays, mais surtout dans le Sud, bastion traditionnel des indépendantistes, et le Centre où les généreuses politiques de développement économique et culturel du gouvernement pendant quatre ans offrent un terrain favorable.

Le PDP est pour cela soutenu par l'Alliance pour l'union de Taiwan (TSU) de Lee Teng-hui qui jette l'ensemble de ses réseaux et de ses ressources dans la bataille pour la réélection de Chen. La TSU va même jouer le rôle de catalyseur des forces indépendantistes les plus radicales, offrant au PDP l'opportunité de se replacer au centre de l'échiquier politique et de présenter un visage plus modéré susceptible d'attirer un électeurat plus large. Dès le printemps 2003, la TSU prépare une série de manifestations pour demander le changement du nom officiel de la République de Chine en « Taiwan » et la révision de la Constitution. L'épidémie de Sras (Syndrome respiratoire aigu sévère) l'oblige à repousser ces activités en septembre, mais le Sras va aussi apporter de l'eau au moulin indépendantiste.

L'épidémie, ses conditions de propagation à partir de la Chine, le secret entretenu à son sujet pendant les premiers mois par les autorités de Pékin, et leur refus d'autoriser les contacts officiels entre Taiwan et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vont rappeler à la population, après une récente période d'infatuation pour Shanghai et le miracle économique chinois, les périls, non seulement politiques et militaires, mais aussi pour la santé et la vie individuelle quotidienne, impliqués par le système communiste, ainsi que le mépris de la Chine pour le bien-être des Taiwanais comme des Chinois¹⁰⁰.

Ce sentiment anti-Chine d'une population apeurée et terrée chez elle pendant près de deux mois va donner l'occasion au PDP de relancer une proposition majeure du programme indépendantiste : l'organisation de référendums pour que la population puisse se prononcer directement sur les politiques gouvernementales et les grands objectifs de la nation. Le 20 mai, Chen Shui-bian énonce le souhait de tenir un référendum sur l'accession

2 ► Distribution géographique des votes (en %)



Source : Commission électorale centrale (CEC), Taiwan

de Taiwan à l'OMS en même temps que le scrutin présidentiel. Pour cela, le parlement, contrôlé par l'opposition KMT-PFP doit voter une loi. Le passage de la loi sur les référendums deviendra alors l'un des principaux chevaux de bataille du PDP durant l'année 2003.

Le deuxième thème mis en avant par le camp vert est l'établissement d'une nouvelle Constitution. Testée pendant l'été par le PDP, cette idée prend plus de force après l'ampleur imprévue du succès de la manifestation du 6 septembre pour le changement du nom officiel de Taiwan. Organisée par la TSU et rassemblant plus de 200 000 personnes, la manifestation est l'occasion pour

Lee Teng-hui d'appeler à une nouvelle Constitution pour 2008. Le 28 septembre, Chen Shui-bian annonce l'objectif d'établir une nouvelle Constitution par référendum en 2006 et sa mise en application en 2008.

Le troisième axe de la campagne des Verts consiste à discréditer systématiquement le KMT. Le PDP va s'efforcer de miner la crédibilité du camp bleu par des révélations incessantes sur ses malversations et son refus de réparer les injustices politiques et économiques des années de dictature du Kuomintang. Sans nier la compétence des administrateurs du camp bleu, qu'il a essayé pendant quatre ans d'attirer au gouvernement (avec un succès modeste), le PDP veut souligner que les dirigeants politiques du camp bleu restent corrompus et confondent caisses publiques et fonds privés. Les attaques, très souvent *ad hominem*, vont ainsi se concentrer sur l'enrichissement du KMT et de ses dirigeants aux dépens de la nation, et sur les origines suspectes de l'immense fortune familiale de Lien Chan accumulée depuis les années 1950, alors qu'il fut, comme son père, un haut fonctionnaire toute sa vie¹¹¹.

Quelques semaines après l'échec de son candidat à l'élection locale de Hualien, le camp vert a donc, lui aussi, défini les

trois thèmes centraux de sa campagne : référendum, nouvelle Constitution, et rejet du régime corrompu du KMT. Ces thèmes vont lui permettre de faire sortir le débat électoral de l'évaluation des performances gouvernementales pour le replacer sur les questions de choix identitaires et politiques. Dès lors, la dynamique de la campagne électorale passera du camp bleu au camp vert, et l'agenda sera presque entièrement déterminé par le PDP. Grâce à la maîtrise supérieure de l'art politique par Chen Shui-bian et Lee Teng-hui, tous les thèmes que le camp bleu souhaitait éviter sont justement ceux que le PDP a inscrits au cœur de sa stratégie électorale, mais aussi

ceux qui vont effectivement résonner au sein de l'électorat. La stratégie de campagne des Bleus, pensée et appliquée de façon quasi technocratique, oubliant la dimension idéaliste de toute campagne politique, et qui s'appuie sur des affinités et identifications nationalistes en décalage avec les évolutions de la population, va très vite dérailler. Les candidats bleus vont passer leur temps à coller à la campagne du PDP, surtout après le voyage de Chen Shui-bian aux Etats-Unis.

Le voyage de Chen aux Etats-Unis et le retournement du pan-bleu

Le voyage du Président Chen Shui-bian aux Etats-Unis, début novembre 2003, constitua un tournant majeur dans la campagne. Voyage non officiel – la politique chinoise de Washington l'interdit –, les six jours passés par Chen sur le territoire américain furent formellement considérés comme un simple transit du Président taiwanais en route pour une visite à ses alliés diplomatiques en Amérique centrale. Toutefois, l'attribution à Chen du 35^e Prix international des droits de l'homme, décerné par la Ligue internationale des droits de l'homme lors d'une cérémonie à New York, au cours de laquelle il lui fut permis de faire un discours public, mais aussi la durée, le nombre et l'importance des arrêts (New York, Los Angeles, Houston, Alaska), ainsi que l'accueil et la visite de hauts dignitaires tant de l'exécutif que du Congrès américains, ont fait de ce voyage le plus réussi, le plus « officiel » et le plus médiatisé de tous les voyages de dirigeants taiwanais depuis 1979. Faisant suite à une série de contacts et de voyages de ministres et d'officiels des secteurs militaires, diplomatiques et économiques entre Taiwan et les Etats-Unis, il a donné l'impression d'un soutien total de Washington à Taiwan et plus encore au Président Chen et à ses politiques de réforme démocratique¹².

La répercussion la plus évidente du succès de ce voyage a été le retournement spectaculaire de l'alliance KMT-PFP sur les trois questions majeures des référendums, de la révision de la Constitution, et des relations avec la Chine. Pendant tout l'été et le début de l'automne, Lien Chan et l'appareil du Kuomintang avaient rejeté et ridiculisé les idées du PDP sur ces sujets. Mais au mois de novembre, ils les reprennent à leur compte jusqu'à la surenchère. Le 12 novembre, Lien Chan soutient pour la première fois l'organisation d'un référendum et le passage d'une loi à cet effet. Le 15 novembre, il propose la révision de la Constitution de la République de Chine en trois étapes, pour aboutir à une nouvelle Constitution dès 2005. Dans le même temps, Lien Chan, et même Soong Chu-yu, font une série d'annonces à propos des relations avec la Chine. Rappelant d'abord leur refus du modèle d'« un pays, deux systèmes » (*yi guo*

liang zhi) proposé par Pékin, et de tout abandon de la souveraineté de la République de Chine sur Taiwan, et même sur la Chine, dans d'éventuelles négociations avec Pékin, ils rejettent ensuite explicitement le « principe de la Chine unique » de Pékin. Lien Chan et Wang Jin-pyng, le directeur de la campagne des Bleus, vont même jusqu'à reconnaître publiquement la réalité de l'existence d'un Etat (si ce n'est d'un pays) de chaque côté du détroit, en écho direct de la formule de Chen Shui-bian (*yi bian yi guo*)¹³.

La raison d'un tel changement ne réside pas dans le seul voyage réussi de Chen aux Etats-Unis. Le soutien de Washington aux réformes démocratiques, dans la logique de la politique étrangère globale de l'administration Bush, s'est ajouté à la prise de conscience par le KMT que les propositions du PDP avaient un très large écho dans la population. En novembre apparaissent les premiers sondages donnant Chen vainqueur à l'élection présidentielle. A partir de ce moment-là, le camp bleu passe son temps à courir après le PDP pour prouver son attachement à Taiwan et à la démocratie. Ce qui devait être une campagne sur le bilan du gouvernement devient une compétition dans l'identification à Taiwan et l'amour de la patrie. Le problème est que pour le KMT, et plus encore pour le PFP et le NP, la patrie, c'est la Chine, même si c'est une Chine non communiste.

L'ajout d'un discours explicitement pro-Taiwan, calqué sur le programme du PDP, manifeste clairement l'impasse dans laquelle la stratégie, mais aussi l'idéologie, du camp bleu se retrouve en milieu de campagne. Le pan-bleu n'avait probablement pas le choix. Début décembre, un sondage du *China Times* (*Zhongguo shi-bao*) indiquait que, pour la première fois, le nombre de Taiwanais se considérant comme uniquement taiwanais atteint les 50 %, contre 38 % se considérant comme taiwanais et chinois, et 9 % comme seulement chinois¹⁴. Continuer une politique et une campagne ouvertement pro-Chine et centrée sur le retour au passé pré-Lee Teng-hui revenait à un suicide politique. Mais mener à la fois un discours pro-Taiwan et un discours de rapprochement avec la Chine basé sur une idéologie pan-chinoise ne pouvait que donner une impression de confusion et afficher publiquement les conflits de factions entre la voie taiwanaise et la voie chinoise au sein du camp bleu. Enfin, la conséquence majeure du retournement de l'Alliance sur les questions nationales et constitutionnelles, et qui n'a peut-être pas été vue immédiatement par ses dirigeants, fut la légitimation définitive de la politique du PDP et de son orientation indépendantiste auprès de la majorité de la population.

On peut toutefois penser que le revirement public du KMT a été avant tout une tactique électoraliste de Lien et de Soong ne remettant aucunement en question les

Illustration non autorisée à la diffusion

Lien Chan en campagne

principes, intangibles, de la plate-forme « nationaliste chinoise » d'un éventuel gouvernement pan bleu. Un certain nombre d'éléments semblent accréditer cette hypothèse. En effet, à l'exception de Wang Jin-pyng, président du parlement élu à l'unanimité des voix, personnage plutôt consensuel et effacé, la campagne électorale du camp bleu fit très peu appel à son courant pro-localisation. Vincent Siew, premier vice-président du KMT, en fut l'un des absents les plus notoires. De manière générale, l'Alliance fit peu de cas des propositions et des idées émanant de la faction taiwanaise sauf en cas d'urgence, et on peut se demander si ce ne fut pas à contrecœur¹⁵.

La stratégie électorale du camp bleu s'est ainsi appuyée sur quatre personnalités ayant chacune leur registre et leur public : Lien Chan, projetant une image de dirigeant traditionnel austère et compétent, futur Président au-dessus de la mêlée et aux racines taiwanaises ; Soong Chu-yu, populiste et provocateur, rassemblant les vieilles générations continentales et ses clientèles personnelles ; Ma Ying-jeou, *golden boy* et vice-président du Kuomintang, secrétaire général de la campagne électorale nationale, attirant les plus jeunes générations et les classes moyennes du Nord de l'île par son sérieux, sa politesse, son charme, son légalisme ; enfin Wang Jin-pyng, vice-président du KMT et député de Kaohsiung, symbole du courant pro-localisation, directeur de la campagne nationale et spécifiquement chargé de la région Sud. Sur les quatre, trois sont nés en Chine continentale (Lien à Xi'an, Soong dans le Hunan, Ma à Hong Kong, d'une famille de dignitaires KMT originaire du Hunan et en transit pour Taiwan). Le fait qu'ils aient, comme la plupart des dirigeants majeurs du camp

bleu, des attaches continentales récentes, ne pouvait que confirmer l'impression populaire d'un KMT plus tourné vers le passé et la Chine que vers Taiwan.

Ces quatre personnalités du KMT ont toutefois usé largement de la langue taiwanaise dans leurs interventions et discours, et de plus en plus au fur et à mesure que l'échéance électorale se rapprochait. C'est moins vrai pour Ma Ying-jeou qui faisait surtout campagne dans le Nord où les familles d'origine continentale et hakkas sont plutôt majoritaires, et qui ne parlait pas le taiwanais il y a encore dix ans. Lien et Soong font, eux, un usage plus libre et fréquent du taiwanais, même si on sent un certain manque d'aisance dans les conversations à bâtons rompus et une tendance à revenir au mandarin pour exprimer leurs idées avec précision ou conviction (la plupart des dirigeants du PDP ou de la TSU, Chen et Lee en tête, sont

© GIO

dans la situation exactement inverse). Lien Chan, bien que sa famille soit originaire de Tainan, n'a jamais réussi à convaincre de l'authenticité de son ancrage taiwanais, étant, il est vrai, en concurrence avec Chen Shui-bian, véritable « fils de Tainan » et de Taiwan¹⁶. Ne restait donc que Wang Jin-pyng pour porter avec conviction le drapeau de la taiwanisation. Il le fait avec force et persévérance au point de remettre en question certains des principes de base implicites du Kuomintang. Allant plus loin que ses patrons, Wang insiste ainsi sur la nécessité politique d'un usage public et officiel du taiwanais, ou même évoquer l'indépendance de Taiwan comme une alternative acceptable pour l'avenir¹⁷.

Les tensions entre Wang et les autres dirigeants du camp bleu, notamment Soong, apparaissent d'ailleurs à plusieurs reprises, notamment dans le refus initial de Wang de prendre la direction de la campagne nationale sous prétexte de doutes sur la sincérité du dévouement de Lien et Soong au bien-être de la population. Pourtant, toutes les déclarations de Wang ont clairement été reprises ou faites avec l'accord de Lien Chan. Le soutien actif affiché par Wang à la contestation des résultats des élections après le 20 mars, au risque de perdre sa réputation d'impartialité au parlement et sa crédibilité auprès de l'électorat sudiste, confirme la loyauté de Wang envers Lien et le KMT. Il faut donc probablement plutôt percevoir les différences et revirements de discours comme une tactique électorale pour rassembler le plus de votes possibles, et surtout pour ne pas perdre les votes « pro-Taiwan » du KMT, sans pour autant abandonner réellement l'idéologie chinoise du parti. L'abandon de celle-ci, comme cela a été en partie le cas sous Lee Teng-hui, remettrait en effet entièrement en

cause les fondations du KMT ainsi que le soutien de la partie de la population s'identifiant encore à la Chine.

Ainsi, sur la question des relations avec la Chine, l'apparent revirement de l'Alliance en faveur de la reconnaissance de l'existence de deux Etats ne doit pas faire illusion. Si le courant « pro-taiwanisation » du KMT a entériné la réalité historique et politique de la séparation avec la Chine, mais aussi l'essor constant et marqué de l'identification de la population à une identité purement taiwanaise dans les deux dernières décennies, l'objectif final de la direction actuelle du camp bleu, et en particulier des appareils du PFP et du NP, reste la réunification à terme avec la Chine et le maintien d'une idéologie nationaliste chinoise¹². Afin de ne pas étaler les conflits internes du KMT et de manifester trop clairement le décalage entre son programme et les vues de la majorité de la population, Lien proposera alors de reporter la résolution des questions de souveraineté et d'indépendance aux générations suivantes et, en attendant, d'éviter tout sujet politique dans les discussions avec la Chine pour se concentrer sur les dimensions économiques. Il maintiendra cette position jusqu'au bout, associée à la revendication peu réaliste de la République de Chine comme étant la seule Chine.

Loi sur les référendums et crise avec les Etats-Unis

Cette hypothèse électoraliste tend à être confirmée par la bataille pour le passage d'une loi sur les référendums. Cette bataille a opposé pendant plus de six mois le PDP, partisan d'une loi non restrictive sur les référendums, à l'alliance bleue qui, en dépit d'un soutien théorique, usa

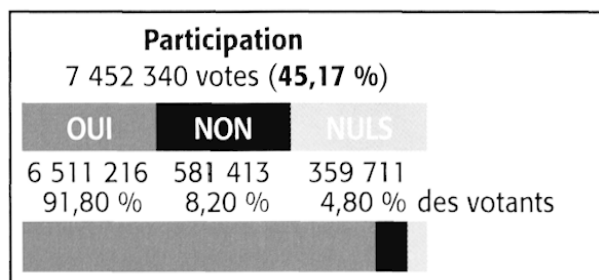
d'abord de sa majorité à la Chambre pour rejeter toute loi à ce sujet. Elle a soutenu premièrement que le public n'est pas toujours le meilleur juge et que les décisions doivent préférablement être prises soit par des représentants du peuple au parlement, soit par des experts qualifiés et, deuxièmement, que cela provoquerait la Chine. Devant l'appui massif de la population à l'établissement d'outils de démocratie directe en complément de la démocratie représentative, et l'acquiescement de Washington, le camp bleu finit par changer de position en novembre. Lors des négociations parlementaires, le PDP accepta alors d'exclure les questions de la souveraineté, du nom et du drapeau de Taiwan de tout référendum, en échange d'un article (le futur Article 17) permettant la tenue de référendums touchant à la sécurité nationale sur l'initiative du Président en cas de périls menaçant la souveraineté du pays.

La loi passée le 27 novembre fut cependant très éloignée du projet envisagé. A la surprise de tous, y compris de Washington, la loi, rédigée et votée par le KMT et le PFP, à l'exception de l'Article 17 que le PDP réussit à faire passer, est extrêmement restrictive. Telle quelle, elle ne permet de référendum que sur pétition endossée par au moins 5 % des électeurs inscrits (soit plus de 800 000), et après approbation du sujet par un comité spécialement convoqué et formé au prorata des partis composant le parlement. Cette loi rendait apparemment impossible toute convocation de référendum pour l'élection présidentielle à venir, et fut donc considérée comme une victoire politique de premier ordre pour l'Alliance. Vue comme un recul pour l'établissement de mesures de démocratie directe à Taiwan, la loi fut aussi

3 ► Les référendums

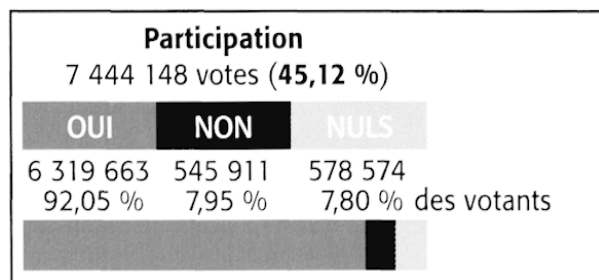
QUESTION N°1

Le peuple de Taiwan demande que la question du détroit de Taiwan soit résolue par des moyens pacifiques. Si la Chine continentale refusait de retirer les missiles qu'elle a dirigés sur Taiwan et de renoncer ouvertement à l'usage de la force contre nous, seriez-vous d'accord pour que le gouvernement acquiert davantage d'armements anti-missiles pour renforcer les capacités d'auto-défense de Taiwan ?



QUESTION N°2

Seriez-vous d'accord pour que notre gouvernement engage des négociations avec la Chine continentale sur l'établissement d'un cadre « de paix et de stabilité » pour les interactions à travers le détroit dans le but d'élaborer un consensus et pour le bien-être des peuples des deux rives ?



Source : Commission électorale centrale (CEC), Taiwan.

saluée par Pékin comme une victoire. Le secret qui a entouré la préparation de la loi par le camp bleu jusqu'à la veille du vote, et l'alternance, presque synchronisée, d'avertissements et d'assurances d'une issue favorable exprimés par la Chine, posent d'ailleurs la question du degré d'entente implicite entre les dirigeants du camp bleu et le gouvernement de Pékin.

La bataille autour de cette loi a renforcé parmi les analystes et la population taiwanaise l'impression que le KMT et le PFP font peu de cas des souhaits de la majorité des Taiwanais. Elle a aussi posé la question des limites de l'engagement du camp bleu en faveur de la démocratie et des réformes politiques et constitutionnelles, mettant en lumière le caractère essentiellement électoraliste de son revirement initial sur la question des référendums.

A la colère du gouvernement et du PDP devant cette « loi d'airain » devait cependant rapidement succéder la fureur de l'opposition suite à un « coup » politique de Chen Shui-bian. Chen prit en effet appui sur l'Article 17 et la présence de près de 500 missiles tactiques chinois en face des côtes taiwanaises pour appeler à la convocation de deux référendums le jour même de l'élection présidentielle sur les relations avec la Chine et la défense nationale. Cette décision tient, d'une part, au désir de Chen de maintenir la préséance constitutionnelle du pouvoir exécutif sur l'assemblée nationale, dont la cohabitation au sein d'un système présidentiel mi-américain mi-français, a été un casse-tête pendant quatre ans, et, d'autre part, à sa conviction que non seulement les référendums seraient un moyen de mobilisation électorale efficace, mais aussi que l'élection présidentielle serait peut-être la dernière chance avant longtemps – si Chen perdait l'élection – d'inscrire l'outil référendaire dans la pratique politique taiwanaise.

Ce faisant, le gouvernement déclencha une crise majeure dans les relations avec les Etats-Unis qui dura pendant plus de deux mois et culmina avec la critique publique de Taiwan par Bush devant le premier ministre chinois en visite à Washington¹⁹. La mauvaise qualité de la communication entre Taipei et Washington sur ce sujet allait ainsi transformer le « coup » de Chen en un quasi désastre tant à l'étranger qu'à Taiwan. En raison de l'importance des relations avec les Etats-Unis dans l'équation politique taiwanaise, Chen donna là de nouvelles munitions au camp bleu dans sa critique tous azimuts du gouvernement.

Le principal point de discorde entre Taipei et l'administration Bush ne fut pas le référendum en lui-même, mais sa convocation sur le prétexte d'un danger extérieur, donnant à penser qu'il porterait sur l'indépendance de Taiwan, ce qui risquerait d'entraîner un conflit avec la Chine dans lequel les Etats-Unis seraient forcés

d'intervenir. Byron Weng a montré avec clarté que cette perception venait de l'idée généralement admise aux Etats-Unis qu'un référendum appelé par le PDP serait nécessairement un référendum sur l'indépendance de Taiwan, en raison de l'ancienne assimilation référendum-indépendance du programme politique du PDP pré-Chen Shui-bian, mais aussi de la conception par Pékin de tout référendum comme un *casus belli* au sens propre²⁰. Pour les observateurs présents à Taiwan, ce lien direct n'est ni réel ni crédible en raison, d'une part, de l'opposition de la majorité de la population taiwanaise à toute mesure provocatrice envers la Chine, et d'autre part de l'évolution explicite du PDP sur cette question. Depuis 1999, et la publication de sa *Résolution concernant l'avenir de Taiwan*, le PDP estime que la proclamation de l'indépendance de Taiwan par référendum est inutile, puisque Taiwan est la République de Chine et que celle-ci constitue déjà un pays souverain et indépendant²¹.

Il fallut plus de deux mois à l'administration Chen pour calmer les Etats-Unis et les convaincre du respect de ses engagements précédents sur la non proclamation de l'indépendance, grâce notamment à la mise au point du libellé des questions du référendum en totale collaboration avec Washington et dans un sens de modération (voir tableau 3). A la mi-février, les Etats-Unis, par la bouche de Colin Powell, donnaient officiellement leur consentement au référendum, le relégitimant en partie du même coup, tout en laissant percevoir une réelle exaspération²².

Le recours à l'Article 17 par Chen et la crise avec les Etats-Unis permirent au camp bleu de stigmatiser le coup de force d'un Président aux tendances autoritaires, de contester la légalité de l'utilisation de l'Article 17 en l'absence d'une guerre avec la Chine, et de présenter Chen comme un homme politique irresponsable et dangereux pour la population taiwanaise. Cet épisode, et l'atmosphère de crise politique entretenue par le camp bleu, constitua un revers sérieux pour Chen Shui-bian, comme les sondages allaient le montrer rapidement, en redonnant Lien et Soong en tête²³. Même si la légalité du recours à l'Article 17 est difficilement contestable en raison de la liberté d'interprétation laissée au Président²⁴, la stratégie de boycott du référendum de l'Alliance allait être couronnée de succès puisque seulement 45 % des électeurs inscrits y ont pris part, interdisant sa validation. Parmi les dirigeants du camp bleu, seul Wang Jin-pyng se prononça pour la participation au référendum²⁵.

Contrairement à une vision largement répandue, il n'est pas du tout sûr que la convocation du « référendum défensif » le 20 mars ait vraiment profité à Chen. Certes, sa fermeté face à Washington donna l'impres-

sion d'un Président capable de tenir tête aux pressions les plus fortes pour défendre les intérêts du pays, ou en tout cas de la cause indépendantiste. Le référendum offrit aussi au PDP et à la TSU un thème majeur de mobilisation et une opportunité pour détourner le débat politique des performances gouvernementales. Au point que dans les derniers mois, il fut parfois plus débattu des référendums que de l'élection elle-même. Mais le côté « forcé » du processus, l'irritation de Washington, et la stratégie de boycott de l'Alliance ont, à l'inverse, facilité la mobilisation des troupes bleues face à ce qu'elles ont considéré comme des provocations irresponsables envers la Chine ²⁶⁾.

Autres thèmes de la campagne

A partir du mois de novembre, la question du référendum phagocyte littéralement la campagne. Mais d'autres thèmes et événements électoraux ont eu leur importance : en premier lieu la Constitution et les réformes politiques, les questions économiques, les scandales financiers, la personnalité des candidats, et les grands rassemblements de la fin de campagne.

Sur les questions constitutionnelles et de réformes politiques, on retrouve le schéma constaté à propos du référendum. Face à Chen proposant l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution en 2006 et son application pour 2008, le camp bleu s'oppose d'abord à toute idée de révision constitutionnelle autre que de simples amendements, et ce en dépit de l'inadéquation reconnue de la Constitution actuelle à la réalité et aux besoins de Taiwan. Pour le KMT, réécrire la Constitution équivaut à l'ouverture d'une boîte de Pandore. Cependant, devant l'appui majoritaire de la population aux projets du PDP, l'Alliance vire de bord en proposant une révision accélérée de la Constitution pour 2005, sans pour autant donner beaucoup de détails ou de garanties ²⁷⁾.

Quant aux réformes politiques – diminution du nombre des députés du parlement, passage à un mode de scrutin uninominal, encadrement du financement des partis politiques –, l'Alliance, tout en promettant son soutien aux réformes, a réussi à bloquer l'adoption de ces lois, sauf celle relative au financement de la vie politique passée à trois jours du scrutin, empêchant son application pour cette élection. Le camp bleu, certain de sa victoire, préféra repousser les réformes à plus tard afin d'être mieux à même de faire passer des versions qui lui seraient plus favorables. Il donna du coup avant l'élection, à une population largement en faveur de l'assainissement et de la clarification du jeu politique, l'image d'un camp conservateur et peu enclin aux réformes.

En termes de programmes économiques et sociaux, les deux camps avancèrent des propositions très proches,

au point qu'il est difficile d'y voir des différences autres que cosmétiques ou électoralistes. C'est le cas en particulier pour les programmes de stimulation de l'économie, de couverture sociale ou encore pour l'établissement des « trois liaisons directes » avec la Chine (*santong*) au sujet desquelles l'ensemble de la classe politique taiwanaise, à l'exception de la TSU, espère un aboutissement rapide par l'intermédiaire d'accords techniques contournant les questions politiques. Si Pékin est ouvert à de telles solutions techniques, son exigence du respect du principe d'une Chine unique, principe qui fait consensus contre lui à Taiwan, s'oppose à l'exigence réciproque d'une « parité » de statut dans les négociations, et laisse peu d'espoir de résolution à court terme. Ainsi, bien que l'établissement rapide des « trois liaisons » a été un des slogans et arguments majeurs de Lien Chan pour son élection, on ne voit pas très bien comment sa victoire aurait pu accélérer la mise en place des « trois liaisons », à moins d'une faveur de Pékin. Quant à l'optimisme de Chen sur ce sujet, il est encore plus difficile à accrédi-ter.

Sur le thème de la corruption et des scandales financiers, grâce à une campagne médiatique continue orchestrée par l'Alliance et ses alliés dans la presse et l'audiovisuel portant sur des allégations de malversations du Président Chen et de son entourage, le pan-bleu réussit la gageure de ternir l'image de probité d'un Président et d'un parti qui ont fait leur carrière sur le rejet de la corruption. Le camp bleu n'en sortit pas pour autant lavé de sa longue réputation de corruption, Lien rejoignant même Soong dans les rangs des dirigeants ayant perdu toute crédibilité quant à leur probité personnelle et leur opposition à l'« argent sale » (*heijin*). Elle parvint toutefois à transformer le thème de la corruption, originellement très favorable au PDP, en un jeu à somme nulle, au moins durant le temps de la campagne.

Le thème de la personnalité des candidats donna lieu, quant à lui, à des dérapages importants de la part du camp bleu qui, dans leur entreprise de démolition systématique de l'image de Chen Shui-bian, en arriva à le comparer publiquement à Hitler, Saddam Hussein et Ben Laden. En refusant de s'excuser auprès de Chen pour ces attaques ²⁸⁾, et en reprenant ces thèmes dans ses manifestations et déclarations post-électorales, l'Alliance et surtout Soong ont montré que ces dérapages relèvent d'une tactique délibérée d'assimiler Chen à un dictateur dangereux, et font partie d'une tentative – au succès limité mais réel – de renversement des images classiques : le KMT et le PFP seraient les vrais partis démocratiques luttant pour le peuple, et le PDP le parti dictatorial. Le succès de cette tactique repose sur une conception particulière de la démocratie régnant chez

Illustration non autorisée à la diffusion

c AFP

Au quartier général des Verts le 20 mai, après l'annonce de la victoire de Chen Shui-bian

les partisans pan-bleus, liée en partie à leur sentiment de s'être déjà fait voler le pouvoir par Chen Shui-bian en 2000. N'étant pas, selon eux, légitimement, bien que légalement, Président, et ayant la « majorité » contre lui, Chen ne peut gouverner que de manière dictatoriale et populiste. Cette conviction s'est aussi nourrie de la campagne de l'Alliance sur l'illégalité de la tenue d'un référendum imposé de façon autocratique pour influencer l'élection. De plus, en dépit de leur jouissance d'une démocratie absolue, un grand nombre d'électeurs du camp bleu, continentaux surtout, sentent leur existence et leur survie à moyen et long terme à Taiwan menacées par le discours pro-indépendantiste en raison de leurs origines familiales. Ils dénoncent la « terreur verte » (*lüse kongbu*) du PDP et l'oppression de la minorité d'origine continentale²⁰. Ils ne voient pas la logique démocratique donnant le pouvoir à la majorité, et l'impossibilité du PDP (quand bien même il le voudrait) de leur faire subir ce que le KMT a fait subir à la majorité

taiwanaise pendant trente ans. De tels sentiments existent même chez les personnes les plus raisonnées, et s'alimentent des associations faites par les partisans du PDP pendant la campagne électorale entre démocrate, pro-Taiwan et pro-référendum d'un côté, et anti-référendum, anti-démocrate, et laquais de la Chine communiste de l'autre.

Enfin, la campagne fut marquée par les premiers débats télévisés entre candidats à la présidence dans l'histoire de Taiwan et par deux immenses rassemblements électoraux. Les deux débats télévisés n'eurent pas d'influence particulière sur l'électorat selon les sondages, même si les médias s'accordèrent pour reconnaître à Chen une meilleure maîtrise de cet outil de communication, Lien Chan s'améliorant lors du deuxième débat. Quant aux grands rassemblements, le premier fut organisé le 28 février par le PDP et la TSU pour commémorer les événements sanglants du 28 février 1947 et célébrer l'identité et l'indépendance taiwanaises. Réunissant probablement plus de 2 millions de personnes formant une chaîne humaine du nord au sud de l'île, il donna l'impression que la victoire était désormais acquise au camp vert. Le deuxième eut lieu le 13 mars et fut la réponse du camp bleu mis en demeure de montrer sa force et de regalvaniser ses troupes démoralisées par le succès des Verts le 28 février. Ce qu'il réussit remarquablement en rassemblant à travers le pays des foules d'une ampleur similaire, voire

légèrement supérieure, sous le slogan « changeons de Président » (*huan zongtong*).

Situation à la veille du scrutin, attentat, et réélection de Chen

L'interdiction de publication de tout sondage dix jours avant l'élection, soit à compter du 10 mars, empêcha d'évaluer l'impact du rassemblement du 13 mars. Les derniers sondages officiels indiquaient toutefois une issue imprévisible, la différence entre les deux camps se situant dans la marge d'erreur de 3 %¹³⁰. Dans les jours suivants le 13 mars, le camp bleu annonça toutefois publiquement qu'il avait déjà gagné le scrutin et que l'écart final se monterait à 8 %, entretenant la certitude de la victoire chez ses partisans. Le camp vert était beaucoup plus circonspect et annonçait une victoire minimale pour Chen, l'écart dans un sens ou dans l'autre devant être, selon lui, inférieur à 120 000 voix, soit moins de 1 % du total¹³¹. La dernière semaine, marquée

par une hausse sensible de la tension due à l'incertitude des futurs résultats, fut rythmée par la succession bi-quotidienne de meetings des deux camps devant culminer dans de nouveaux rassemblements massifs le vendredi soir à Taipei. L'attentat du 19 mars contre le Président et la Vice-Présidente empêcha toutefois la tenue de ces derniers.

Le lendemain, 20 mars, Chen et Lü battaient les candidats de l'alliance KMT-PFP de peu. L'analyse de la distribution des voix indique que, par rapport à 2000, le camp vert a progressé dans toutes les régions de Taiwan sauf sur la côte Est, et a remporté largement l'ensemble des comtés et des municipalités du Sud et du Centre, tout en limitant l'avance des Bleus dans les régions de Taipei et de Taoyuan-Hsinchu. En tout, le ticket Chen-Lü a augmenté de près de 1,5 million le nombre de ses voix. Le camp bleu a, lui, été balayé dans le Sud, dépassé dans le Centre, mais a maintenu sa domination dans le Nord. Sa victoire dans l'Est est de peu de poids en raison du faible nombre d'électeurs. Les résultats du référendum, bien qu'approuvé à plus de 90 %, n'ont pu être validés en raison d'une participation inférieure à 50 % des électeurs inscrits.

Les motivations et les auteurs de l'attentat contre Chen et Lü restent toujours inconnus. Son impact sur les résultats de l'élection présidentielle est, lui, difficile à évaluer. Si l'attentat fut un choc pour toute la population et émut profondément les partisans de Chen, il laissa le camp bleu incrédule et quelque peu indifférent, jusqu'à ce qu'il s'inquiète d'une vague de sympathie pouvant favoriser Chen. Dès la fin de l'après-midi, les rumeurs de complot et d'invention de l'attentat commencèrent à circuler pour finalement être exprimées publiquement à la télévision par la députée indépendante pro-bleue, et ex-PDP, Chen Wen-chien (Sisy Chen) depuis le quartier général de campagne du KMT. Ces rumeurs circulent encore à l'heure actuelle et sont largement crues par les électeurs pan-bleus en dépit de leur extravagance et des preuves allant en sens contraire données tant par la police que par les experts américains assistant l'enquête³². La très faible victoire de Chen et de Lü et les sondages montrant les deux candidatures constamment au coude à coude dans les dernières semaines tend en tout cas à faire penser qu'il n'y eut pas de vague de sympathie significative en faveur de Chen.

Causes et conséquences de la victoire de Chen

La victoire de Chen est avant tout une victoire de politique intérieure et « nationale » : les électeurs ont voté pour la poursuite et l'approfondissement des réformes institutionnelles et constitutionnelles, et dans le sens de l'affirmation d'une identité nationale taiwanaise. Elle

manifeste le rejet du programme de l'Alliance, à l'allure de restauration du pouvoir KMT dans sa version la plus orthodoxe. Le KMT et le PFP, forts de leur avance dans les sondages pendant la plus grande partie de 2003 et de l'addition arithmétique des voix de Lien et de Soong en 2000, ont cru que la critique de Chen, l'argument d'un retour à la stabilité et un mélange de mesures et de déclarations attrape-tout suffiraient à les remettre au pouvoir. Dans les faits, le camp bleu a perdu plus de 1 250 000 voix par rapport à l'an 2000. Sa défaite est largement due à son incapacité à saisir les évolutions du pays depuis quatre ans, qui s'éloigne toujours davantage du modèle social paternaliste et hiérarchique des années 1980, mais aussi de l'idéologie pan-chinoise du camp bleu. La forte progression du camp vert aux législatives de 2001 aurait pourtant dû servir d'alerte. La rivalité entre Lien et Soong à la tête de l'Alliance et les luttes de pouvoir subséquentes redoutées par la population en cas de victoire, ont probablement aussi joué en leur défaveur.

Pour autant, Lien et Soong ont failli gagner – à 30 000 voix près –, et leur campagne a donc convaincu près de la moitié des votants. Les raisons en sont d'abord, d'une part, la force du rejet de Chen par une partie de la population attachée à l'identification avec la Chine, et, de l'autre, l'image du KMT de compétence économique, d'expérience administrative et de stabilité qui rassure les classes moyennes et supérieures. Il faut également tenir compte de la séduction qu'exerce sur ces classes et sur une partie des jeunes, notamment dans l'électorat féminin, la nouvelle garde des dirigeants du KMT, Ma Ying-jeou en tête, et de la désillusion d'une partie de l'électorat à l'égard de Chen après 2000. Cette désillusion a amené des électeurs à s'abstenir, à voter bleu ou blanc, expliquant le grand nombre de bulletins nuls cette fois-ci. Le camp bleu a ainsi réussi à attirer un certain nombre d'anciens électeurs de Chen déçus par les performances d'un gouvernement néophyte.

Le succès de Chen s'explique alors, d'une part, par le transfert important de votes qui s'étaient portés sur Lien Chan et Vincent Siew en 2000, au moins de l'ordre de 5 % des votants, qui ont choisi de rester fidèle à Lee Teng-hui plutôt qu'à un KMT s'éloignant de la politique précédente de taiwanisation, ou qui ont été dégoûtés par la politique d'obstruction systématique du KMT et du PFP au parlement. D'autre part, Chen et son programme ont réussi à attirer largement la jeune génération née après 1975. Celle-ci, taiwanaise de souche ou non, a grandi avec la démocratisation dans un environnement de liberté sociale et morale croissante et s'identifie à Taiwan et non à la Chine, surtout dans le Sud. Enfin, l'on ne doit pas écarter l'idée que la population était tout simplement assez satisfaite des performances

du gouvernement¹²³. L'impression opposée régnante pourrait s'expliquer par la domination continue des médias pro-bleus et de leurs critiques incessantes du gouvernement.

Le Kuomintang et le camp bleu restent donc une force majeure du paysage politique taiwanais, et même après d'éventuelles nouvelles scissions en leur sein, demeureront un pôle d'attraction des élites comme des électeurs. Le charisme indéniable de Ma Ying-jeou et d'autres dirigeants de la deuxième, voire de la troisième génération de Continentaux, ainsi que la masse d'experts et de personnes de qualité qui gravitent autour du Kuomintang, assure à celui-ci un avenir à condition qu'il prenne réellement le tournant de la taiwanisation qu'il a renié ces quatre dernières années. Dans ce sens, la défaite du camp bleu en 2004 est autant, si ce n'est davantage, une défaite personnelle de Lien et de Soong et de leur ligne passéiste que de l'appareil du Kuomintang. Si le KMT et le camp bleu avaient présenté d'autres candidats, notamment Wang Jin-pyng et Ma Ying-jeou, il ne fait guère de doute qu'ils auraient gagné, même si Chen aurait probablement quand même amélioré son résultat de 2000.

A moins d'une fusion avec le KMT, le PFP est probablement condamné à l'errance ou à l'opposition plus ou moins radicale. Parti d'un seul homme, Soong Chu-yu, et d'une idéologie en décalage croissant avec la population, il a fait le plein des voix possibles des partisans de la réunification, et sait qu'il ne pourra jamais s'emparer du pouvoir seul et sur cette plate-forme. Il peut en revanche toujours poser des problèmes au KMT. Après avoir perdu la présidence pour la deuxième fois consécutive, celui-ci est en danger de perdre encore des électeurs aux législatives de décembre 2004, en raison du jusqu'au-boutisme de Lien et de Soong dans leur contestation des résultats du vote du 20 mars¹²⁴. Cette attitude apparaît en effet plus comme le refus d'une ancienne classe au pouvoir d'accepter la fin de son régime et son remplacement par de nouvelles élites, que l'expression de préoccupations de transparence démocratique et administrative. Le KMT n'aura donc que le choix de revenir à une position plus proche de la majorité taiwanaise, sous peine de perdre son courant pro-localisation et d'apparaître définitivement comme un parti de la « réaction » aux côtés du PFP¹²⁵. A l'inverse, un virage trop fort du KMT vers la taiwanisation permettrait au PFP de récupérer les électeurs KMT à l'idéologie pan-chinoise marquée. Un KMT dirigé par un tandem Ma-Wang et axé sur les réformes intérieures est ainsi une solution souhaitée par beaucoup. Elle permettrait même de maintenir l'espoir d'un retour à une solution de « Chine unie démocratique ». Mais pour cela, il faudra que Lien et Soong acceptent leur défaite et se retirent, ce qui est loin d'être assuré.

Reste alors la possibilité d'une fusion des deux partis, voire des trois partis du camp bleu en incluant le NP. Serpent de mer de la politique taiwanaise depuis trois ans, une éventuelle fusion ne réglerait aucun des problèmes soulevés ci-dessus, même si elle pourrait donner une apparence d'unité à l'opposition et peut-être une issue de secours à Lien, Soong et l'équipe actuelle de direction du KMT. Un grand nombre d'écueils idéologiques, tactiques et factionnels pourraient toutefois empêcher ou limiter le succès et l'attrait de cette opération, notamment auprès des électeurs, en premier lieu la méfiance réciproque persistante entre le KMT et le PFP, et les conflits prévisibles entre la « localisation » et la plate-forme pan-chinoise du « nouveau » parti.

AVEC LA VICTOIRE de Chen Shui-bian et le revirement du KMT sur la question des relations avec la Chine, l'option indépendantiste et la séparation avec la Chine dans le maintien du *statu quo* actuel sont désormais légitimées. Dans le débat sémantique qui fait rage entre Pékin, Washington et Taipei, les électeurs taiwanais ont choisi l'interprétation de Chen et du PDP : le *statu quo* signifie l'indépendance et la souveraineté d'un Etat taiwanais différent de l'Etat chinois, avec sa culture, son histoire et ses institutions politiques spécifiques.

Cette élection a aussi mis en lumière une montée du sentiment d'identité nationale taiwanaise qui devrait continuer à se renforcer. Ce scrutin a probablement été la dernière chance pour le programme réunificationniste ou nationaliste chinois de s'imposer par les urnes. Pékin, le KMT, le PFP et le NP l'ont bien compris et cela explique la violence des réactions du camp bleu, incapable d'accepter, non la défaite électorale en soi, mais la fin de leur vision du monde, autrement dit la fin de leur pays en tant que pays d'abord chinois et ensuite taiwanais. Cela ne semble pas, en revanche, encore bien saisi à Washington, que ce soit du côté républicain ou démocrate, probablement car cela remet en question les bases de la politique bi-partisane américaine en vigueur depuis trente ans à l'égard de Taiwan. L'idée d'une réunification avec la Chine n'est pas totalement éliminée ou impossible à plus ou moins long terme, mais elle passe maintenant nécessairement soit par une forme de coercition, soit par la démocratisation de la Chine. Une coercition ou une conquête militaire aurait toutefois d'importantes conséquences internationales et entraînerait probablement l'occupation d'un pays et la répression d'une population taiwanaise à plus de 95 % opposée au modèle pacifique de réunification d'« un pays, deux systèmes »¹²⁶. L'autre voie possible passe par la démocratisation de la Chine, autorisant la création de structures constitutionnelles fédératives, confédératives ou sur le modèle de l'Union européenne, ratifiées par référendum par la population taiwanaise.

Une autre caractéristique de cette campagne électorale a été la généralisation de l'emploi de la langue taiwanaise dans les discours et discussions politiques par tous les partis politiques, PFP compris. A la télévision comme au parlement ou dans les meetings électoraux, le taiwanais est utilisé constamment en concurrence avec le chinois mandarin, voire en quasi exclusivité dans le Sud et lors de certaines interventions de dirigeants « taiwanais de souche ». Ce phénomène, qui ne peut que s'accroître, est d'ailleurs l'un des facteurs qui alimente l'insécurité et l'angoisse des membres de familles d'origine continentale, mais aussi des familles hakka du nord de l'île, qui n'ont pas appris le taiwanais ou le parlent mal, et qui se sentent de plus en plus marginalisés par l'évolution de la société, même à Taipei¹⁰⁷.

Enfin, un large consensus est apparu pour l'établissement des « trois liaisons directes » avec la Chine et la poursuite des investissements taiwanais sur le Continent. Cette attitude en apparence contradictoire avec l'affirmation de l'identité taiwanaise, exprime surtout un souci pragmatique d'améliorer la compétitivité et la situation économique de l'île, alors que les échanges commerciaux avec la Chine, en hausse spectaculaire, en sont devenus un facteur majeur. Elle exprime aussi la capacité de faire clairement la distinction entre coopération économique et identité politique et culturelle. La stratégie chinoise de séduction des Taiwanais au moyen du boom économique continental a échoué. Les activités des Taiwanais en Chine ont même renforcé chez certains le sentiment d'une différence radicale de type « nationale » entre les deux rives du détroit en dépit d'origines culturelles communes.

On peut donc se demander si l'on n'a pas assisté, avec l'élection à la majorité absolue de Chen Shui-bian à la présidence de l'État taiwanais, à l'avant-dernier pas de la formation d'une nation taiwanaise. Chen serait le « nouveau père de la nation » à venir (*ren guojia zhi fu*)¹⁰⁸. Réélu, il a maintenant comme principal objectif la réécriture de la Constitution et sa mise en application pour 2008, dans le respect des engagements pris auprès de Washington et de Pékin. Que Taiwan s'appelle la République de Chine en attendant la démocratisation du Continent est un compromis possible pour Chen Shui-bian et acceptable par la majorité des Taiwanais. La difficulté sera maintenant d'en convaincre le reste du monde. ☺

1. Cf. Charles Snyder, « Siew : Recount bid futile », *Taipei Times*, 8 avril 2004.
2. Cf. Philip P. Pan, « Election in Taiwan is a vote on China », *Washington Post*, 19 mars 2004.
3. L'élection présidentielle taiwanaise ne comportant qu'un seul tour, le Président est élu à la majorité relative. En 2000, profitant de la

dispersion des voix du camp bleu, Chen a été élu avec seulement 39,3 % du total des voix.

4. Sur les élections de 2000, voir Joseph Wu Jausieh, « Une alternance historique... et pleine d'incertitudes », *Perspectives chinoises*, n° 58, mars-avril 2000, pp. 27-37.
5. Cf. Hsieh Chun-man et Shang Tao-ming, « Defeated New Party Brass take flight across the Strait », *Win-Win Weekly (Jin zhouban)*, 4 novembre 2002, repris dans le *Taipei Times*, 23 novembre 2002.
6. C'est notamment le cas de Lai Shyh-bao, législateur NP battu en 2001 et maintenant chef du Conseil du développement économique de Taipei. Cf. Huang Chuang-hsia, « Lai Shibao bang Ma Yingjiu "qiu" hui le shimao er guan » (Lai Shyh-bao aide Ma Ying-jeou à récupérer le deuxième bâtiment du Centre de congrès international), *Shangye zhouban (Business Weekly)*, n° 797, 3 mars 2003. Ma a été le dirigeant du KMT ayant le plus fortement soutenu l'inclusion du NP dans l'Alliance pour la campagne présidentielle. Cf. Lin Ying-hsiu, « Lian Zhan qibao/ Ma Yingjiu ti'an bu paichu Xindang » (Lien Chan démarre/ Ma Ying-jeou propose de ne pas écarter le Nouveau Parti), *Dongsen xinwen (ETT News online)*, 1^{er} mars 2003.
7. Source : Commission électorale centrale. L'âge minimum légal pour voter est de 20 ans à Taiwan.
8. Dès la campagne présidentielle de 2000, Lien Chan se démarquait de Lee en projetant une image de modéré sur la question des relations avec la Chine. Ses « Dix articles » proposent un retour, dans une version plus flexible encore, aux *Lignes directrices pour l'unification nationale* énoncées par le gouvernement KMT en 1991 et mises de côté durant les dernières années de l'ère Lee Teng-hui. Ils comprennent l'accord de Taipei pour l'ouverture d'un dialogue politique avec Pékin sur l'unification, sur la seule base de la bonne volonté de Pékin. Cf. Yu-shan Wu, « Taiwan's domestic politics and cross-strait relations », conférence donnée à l'Universities Service Center, Hong Kong, 6-7 janvier 2004, <http://www.ipsas.sinica.edu.tw/image/ipsas/1/20.doc>.
9. Lors du grand rassemblement du 13 mars 2004, Lien Chan fera monter à la tribune l'ancien Premier ministre de Chiang Ching-kuo, Sun Yu-chuan, grabataire et en chaise roulante, pour lui faire péniblement proclamer son soutien public à l'Alliance.
10. Cf. Yu-shan Wu, *op. cit.* Sur l'attrait de Shanghai, voir Frédéric Bobin, « La "fièvre de Shanghai" fait tourner la tête à 300 000 Taiwanais », *Le Monde*, 3 décembre 2001.
11. D'après *The Journalist (Xin xinwen)*, l'évaluation de cette fortune va de 1,3 milliard (chiffre donné par le KMT, 2004) à 20 milliards de NT\$ (1 euro = 40 NT\$). Elle serait, selon les propres amis de Lien Chan cités dans un livre officiel de promotion publié pour la campagne 2000, de 5 à 6 milliards NT\$. Cf. Chin Heng-wei (rédacteur en chef de la revue *Dangdai*), « What Lien's pals think his assets are worth », *Taipei Times*, 9 janvier 2004.
12. Sur le rôle particulier de Therese Shaheen, chef de l'American Institute in Taiwan, dans ce voyage et ses conséquences sur les relations entre Taiwan et les Etats-Unis, voir Susan V. Lawrence, « The guardian angel finally had enough », *Far Eastern Economic Review*, 22 avril 2004.
13. Cf. Ching Cheong, « Chen puts presidential rivals on defensive », *Straits Times*, 27 décembre 2003. Voir aussi Byron Weng, « The status quo in the Taiwan Straits has changed », *Taiwan Perspective e-paper*, n° 15, 30 mars 2004.
14. Cf. Chang Yun-ping, « Pan-blue allure fading, poll shows », *Taipei Times*, 9 décembre 2003, et Frank Ching, « Ball now in China's court on Taiwan independence », *Japan Times*, 24 décembre 2003. Déjà le 18 octobre, le *United Daily News (Lianhe bao)* publiait un son-

- dage indiquant une hausse de 6 % sur un an des personnes se reconnaissant comme taiwanaises, totalisant 62 %, contre 19 % se reconnaissant comme chinoises (sans proposer la catégorie double chinois-taiwanais), *Lianhe bao*, 18 octobre 2003.
15. Par exemple, l'enterrement immédiat par Lien Chan de la suggestion faite en novembre 2003 par Hung Yu-chin, membre du comité central permanent du KMT et figure historique du courant pro-localisation, de rebaptiser le Kuomintang de Parti Nationaliste chinois en Parti Nationaliste *taiwanais*. Mais le débat va peut-être reprendre puisque Hung a réitéré sa proposition trois semaines après l'élection, cf. Huang Tai-lin, « Top KMT figure plays name game », *Taipei Times*, 8 avril 2004.
 16. Né en 1936 et éduqué en Chine après le départ de sa famille de Taiwan, Lien Chan n'est venu à Taiwan qu'après la prise de contrôle de l'île par Chiang Kai-shek en 1945 et le retour de son père Lien Chen-tung avec le KMT. Selon Ku Er-teh, qui cite une étude académique publiée par Lin Yuan-huei dans *Taiwan : A Radical Quarterly in Social Studies*, le départ de son grand-père, Lien Heng, et de son père de Taiwan aurait été dû à une collaboration trop voyante avec le régime colonial japonais et son rejet subséquent de la communauté taiwanaise, cf. Ku Er-teh, « The book that built the Lien family », *Taipei Times*, 6 février 2004.
 17. Le 15 décembre Wang Jin-pyng annonça l'abandon officiel par le KMT du « Consensus de 1992 » et refusa d'éliminer l'indépendance comme option possible de l'île à l'avenir. Le lendemain Lien Chan confirmait le rejet du « Consensus de 1992 » et la réorientation politique globale du KMT. Cf. « Lien shifts stance towards independence », *China Post*, 17 décembre 2003. Sur le « Consensus de 1992 », voir Su Chi, « The Significance and Contribution of the "One China, Different Interpretations" Consensus », *Taiwan Security Research*, <http://taiwansecurity.org/TS/2002/SU-1202.htm>, 20 décembre 2002.
 18. Pékin ne s'y est d'ailleurs pas trompé en soutenant les forces pan-bleues au point de permettre au camp bleu d'organiser des réunions électorales parmi les hommes d'affaires et résidents taiwanais en Chine. Cf. « Taiwan businessmen join political lobby », *Associated Press*, 5 février 2004.
 19. Cf. David Stout, « Bush tells China leader he opposes Taiwan's referendum », *New York Times*, 9 décembre 2003.
 20. Byron Weng, *op. cit.*
 21. Voir la brochure détaillant le programme général du Parti démocratique progressiste (DPP en anglais), *Critical time : Striding towards reform*, DPP Party Headquarters, novembre 2002.
 22. La bataille qui sévit aux Etats-Unis et au sein même de l'administration Bush sur la question des référendums taiwanais fut l'un des facteurs importants de la décision finale. Elle nécessite une analyse séparée intégrant l'ensemble de la politique chinoise des Etats-Unis. Pour une perception plutôt pro-Chine, mais qui se veut une position pro-américaine et qui tente de maintenir un certain équilibre, voir Michael D. Swayne, « Trouble in Taiwan », *Foreign Affairs*, mars-avril 2004, ou encore Ralph Cossa, « Does Taiwan's leader know when to stop? », *International Herald Tribune*, 17 décembre 2003. Pour une position nettement pro-Taiwan, voir les articles des membres du *think-tank* ultra-conservateur *Heritage Foundation*, comme John Takcik et Harvey Feldman, ou associés comme Richard Kagan, ou les déclarations des membres du *Taiwan Caucus* au Congrès américain qui critiquèrent vigoureusement la « réprimande » du gouvernement Chen par Bush.
 23. Mais dès le 30 décembre, un sondage du *China Times* redonnait Chen devant Lien de 2 %.
 24. L'avis des juristes taiwanais sur la question est généralement en faveur de la légalité de la décision de Chen. Il s'agit en réalité bien plus d'une question de légitimité que de légalité, comme devait le savoir Chen, avocat de profession.
 25. Cependant comme le note Gary Rawnsley, 58 % des électeurs votant à la présidentielle ont aussi voté au référendum. Cf. G. Rawnsley, « The Day after the Night Before », *Taiwan Perspective e-paper*, n° 19, 12 avril 2004.
 26. Pour une analyse allant dans ce sens, voir David W. F. Huang, « A potential impact of the referendum on voting decisions in the Taiwanese presidential election », *Taiwan Perspective e-paper*, n° 5, 23 février 2004.
 27. Cf. « Taiwan's Opposition Embraces New Constitution Plan », *Reuters*, 17 novembre 2003.
 28. Cf. « KMT apologizes about Hitler ad – but not to Chen », *Taipei Times*, 13 mars 2004.
 29. En référence à l'ancienne « terreur blanche » (*baise kongbu*) que fit régner le KMT sous la direction de Chiang Kai-shek et de son fils pendant plus de dix ans après les événements du 28 février 1947.
 30. Cf. *Report and Commentary : Taiwan 2004 Presidential Election and Aftermath*, Taiwan Foundation for Democracy, 24 mars 2004, 11 p.
 31. Conférence de presse de Chiou I-jen, directeur de campagne du PDP, devant la presse internationale, 16 mars 2004.
 32. Cf. BBC News Online, « Taiwan Election "Conspiracy" », 30 mars 2004, et AFP, « Shooting of Taiwan's Chen "Not Self-Inflicted" : US Forensic Expert », 11 avril 2004.
 33. Pour une telle interprétation, voir notamment G. Rawnsley, *op. cit.*
 34. Cf. Lawrence Chung, « Why Lien is losing out », *Straits Times*, 14 avril 2004, ou Kirby Chien, « Taiwan Opposition Leader Face Calls for Reform », *Reuters*, 12 avril 2004.
 35. Les tentations de violence insurrectionnelle de type révolutionnaire réactionnaire sont visibles, et très audibles, chez les dirigeants et les partisans du PFP, Soong le premier, mais peu au KMT, sauf peut-être Lien Chan lui-même qui semble incapable de s'imaginer un autre avenir que Président de l'Etat. Le PFP est en effet l'organisateur principal des protestations et des affrontements violents répétés avec la police visant à contester l'élection de Chen et de Lü depuis le 20 mars, et ses dirigeants n'hésitèrent pas à appeler au renversement du gouvernement, à une révolution pour la justice ou à la pénétration de force du palais présidentiel. Voir les reportages sur les heurts des membres du PFP et des « durs » de l'opposition avec la police de Taipei dans les nuits des 20, 26, 27 mars, 3 et 10 avril.
 36. Pour une discussion volontairement alarmiste de la réussite possible d'une invasion-éclair de Taiwan par Pékin dès 2006, voir l'analyse de Wendell Minnick, correspondant à Taiwan de la revue *Jane's Defence Weekly*, « The year to fear for Taiwan : 2006 », *Asia Times*, 10 avril 2004. Sur l'équilibre des forces en présence et les schémas généraux de conflit possibles entre la Chine et Taiwan, voir Jean-Pierre Cabestan, *Chine-Taiwan. La guerre est-elle concevable ?*, Paris, Economica, 2003.
 37. Voir par exemple Kathrin Hille, « Soul-searching in Taiwan as poll splits opinion », *Financial Times*, 23 mars 2004.
 38. Cf. Kao Tien-sheng, « Taiwan zhi zi jiang cheng xin guojia zhi fu » (Le fils de Taiwan en voie de devenir le nouveau père de la nation), *Xin Taiwan (New Taiwan)*, n° 406, 3-9 janvier 2004, pp. 14-18.